



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Compte rendu des activités du groupe de travail

F. Lefort

---

### Citer ce document / Cite this document :

Lefort F. Compte rendu des activités du groupe de travail. In: Économie rurale. N°123, 1978. L'agriculture dans les rapports euro-méditerranéens. p. 46;

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1978\\_num\\_123\\_1\\_2537](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1978_num_123_1_2537)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# LES FRUITS ET LÉGUMES

## Compte Rendu des Activités du Groupe de Travail \*

Large débat, dans une ambiance détendue, entre une trentaine de participants espagnols, français, grecs, italiens et... britanniques.

Les Italiens ont rapidement mis l'accent sur l'état de surproduction structurelle de certains marchés (pommes, pêches, poires) et sur le risque d'un déséquilibre accru en cas d'adhésion de nouveaux pays.

Les professionnels français insistent plutôt sur l'insuffisante organisation du marché dans certains pays et sur l'intolérable effondrement des prix qui en résulte dès le moindre excédent de production. Plusieurs interventions (OCDE - Royaume-Uni) soulignent alors que les intérêts des consommateurs et des pays importateurs doivent aussi être pris en considération.

L'Attaché Agricole Grec à Paris démontre, statistiques à l'appui, que son pays ne peut perturber les marchés communautaires : d'une part les volumes exportables grecs sont faibles par rapport à l'ensemble du Marché Européen, d'autre part la Grèce a modéré fortement ses ambitions exportatrices notamment en pêches et en tomates, en réduisant son potentiel de production. En outre, une partie importante de la production d'agrumes est transformée et ne vient donc pas encombrer le marché des produits frais. Enfin, la Grèce écoule des quantités importantes d'agrumes vers les pays de l'Est.

Le Représentant du Ministère de l'Agriculture Espagnol fait remarquer que les agriculteurs de son pays ont aussi de nombreuses craintes dans le cas des produits laitiers, des viandes et mêmes des pommes. Il souhaite que pour chaque pays, on prenne en compte l'ensemble des avantages et des inconvénients d'une éventuelle adhésion à la CEE, des trois nouveaux candidats.

Répondant à une demande italienne, il précise que la production espagnole d'agrumes s'est stabilisée, que les superficies sont en régression et que de nombreux petits producteurs sont en train de disparaître. Du reste, les agrumes espagnols pénètrent déjà largement dans la CEE.

Finalement le débat a pu dépasser ces conflits d'intérêts nationaux pour s'orienter vers l'analyse des conditions favorables à un élargissement réussi :

— L'unanimité se fait sur la nécessité d'une harmonisation entre les pays, à la fois des conditions économiques et sociales, des conditions monétaires et de

l'organisation des marchés. Ceci n'est possible que si la partie riche de l'Europe accepte de favoriser le rattrapage des parties moins développées.

— L'inévitable évolution des structures agraires, en particulier dans le cas des productions fruitières et légumières, dans les pays méditerranéens posera encore pendant de nombreuses années des problèmes d'emploi non agricole, qui exigent la mise en œuvre urgente de politiques régionales plus efficaces d'aménagement et d'industrialisation.

— Les participants souhaitent que se développent le dialogue et la concertation entre les producteurs des différents pays méditerranéens afin de faire cesser ces guerres de produits qui bénéficient essentiellement aux régions consommatrices non méditerranéennes et qui risquent à terme de ruiner de nombreuses zones de production sans aucun intérêt pour quiconque.

— Le groupe de travail souligne la nécessité de développer des industries de transformation dont le fonctionnement soit articulé avec celui du marché des produits frais. La transformation reste un outil important de la régulation du marché du frais et de l'étalement de l'offre dans le temps. La stratégie des grandes entreprises agro-alimentaires modernes, dans une optique de gestion uniquement micro-économique, ignore souvent ce problème qui intéresse au premier chef la gestion globale du marché et les économies régionales.

— Enfin, le groupe souhaite une meilleure information des producteurs sur les marchés des divers produits. Quelles productions peuvent être développées et lesquelles doivent régresser dans chaque zone ? La géographie des productions devrait, dès maintenant, être orientée davantage en fonction des conditions naturelles de sol et de climat favorables et non pas en fonction de la faible rémunération du travail dans certaines zones, puisque l'élargissement ne sera un succès que s'il permet rapidement un accroissement des faibles rémunérations méridionales.

Ceci permet de clore le débat en affirmant le besoin d'un véritable plan horto-fruiticole au niveau des pays méditerranéens concernés qui constituerait une vraie politique communautaire méditerranéenne des fruits et légumes.

\* Groupe présidé par M. DENISE (OCDE) et animé par F. LAURET (INRA Montpellier). Rapporteur : Mlle Françoise LEFORT, étudiante à Paris IX - Dauphine.